

# « Nous valons mieux, tous ensemble, qu'un référendum »

**P**endant son séjour en Métropole, Jacques Lafleur a été interviewé par Wallès Kotra. Les deux hommes se sont rencontrés longuement et à plusieurs reprises. L'idée de publier ces entretiens s'est tout naturellement imposée. Jacques Lafleur y évoque sa vie, son parcours politique, ses ambitions et sa vision de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. A l'heure où les Calédoniens s'interrogent, s'inquiètent et ne savent pas vers quelle destination on les conduit, les extraits que nous publions cette semaine, avec l'accord de Wallès Kotra, prennent un relief particulier et sont de nature à redonner confiance au plus grand nombre.

**Wallès Kotra :** Normalement la période se termine par un référendum. C'est ce qui est prévu. Alors indépendance ou pas indépendance ?

**Jacques Lafleur :** Personnellement, je n'ai pas changé d'avis. Je suis convaincu que nous valons mieux, tous ensemble, qu'un référendum. En effet, les progrès que nous avons accomplis depuis la signature des Accords de Matignon risqueraient d'être effacés par une propagande électorale démagogique aux idéaux diamétralement opposés et qui serait sanctionnée par un vote. D'ailleurs, quel que soit le résultat du référendum, nous nous retrouverions dans une situation où il nous faudrait recommencer à dialoguer pour essayer de trouver un moyen terme pour pouvoir vivre ensemble.

**Wallès Kotra :** Finalement, il ne faudrait ni vainqueur ni vaincu ?

**Jacques Lafleur :** C'est déjà ce que je disais en 1991. Les partenaires comme le gouvernement de Métropole avaient, finalement, accepté cette formule qui a effectivement permis de n'avoir ni vainqueur ni vaincu.

**Wallès Kotra :** Mais s'il n'y a pas de référendum, alors que faire ?

**Jacques Lafleur :** Je veux avant de répondre à cette question ajouter quelque chose d'essentiel que chacun, mais surtout les responsables politiques locaux, doivent garder présent à l'esprit. Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets. Alors, si on oublie les torts du passé et les causes qui ont amené les gens à se révolter, l'histoire se reproduira. J'en reviens à votre question, ma conviction profonde est que le dialogue est absolument nécessaire.

« L'essentiel, c'est le dialogue »

D'abord entre Kanak et non Kanak c'est-à-dire entre tous ceux qui sont originaires de Nouvelle-Calédonie. Quand ceux-ci se seront compris, ils pourront alors défendre ensemble les autres minorités de Nouvelle-Calédonie. Il faut faire les choses dans le bon ordre et commencer par le commencement, sinon comment intégrer tout le monde ? L'Europe



Jacques Lafleur et Wallès Kotra se sont entretenus de longues heures

et la Métropole nous fournissent un exemple contraire. Chacun sait que l'immigration pour différentes raisons, est une nécessité pour l'organisation économique et sociale de son pays mais sans très bien savoir comment la gérer et faire coexister ces gens. L'immigration suscite des incompréhensions. Pourtant sur le principe, tout le monde est d'accord mais personne n'en a organisé le fonctionnement.

**Wallès Kotra :** Si je comprends bien, vous dites qu'en Nouvelle-Calédonie, il faut un pacte tout d'abord entre Calédoniens. Un peu à l'image, dans la construction européenne, de l'axe franco-allemand.

**Jacques Lafleur :** Tout à fait. Il faut d'ailleurs remarquer que cet axe franco-allemand s'est élargi à l'Angleterre, à l'Espagne, à l'Italie... C'est une attitude responsable de pardon qui devrait nous servir de leçon. Comme Jean-Marie Tjibaou l'avait dit, comme d'autres l'ont dit, il faut tout faire pour qu'il n'y ait « plus jamais ça », plus de morts ! Pendant les événements, ma grande responsabilité était d'éviter à tout prix ces morts. Parce que humainement c'était inacceptable mais aussi parce que c'est une vérité élémentaire : plus il y a de morts, plus il y a de ressentiment. Et, en Nouvelle-Calédonie, ce ressentiment

dégénère en racisme. Nous avons réussi, ensemble, à dominer cela. Ce ressentiment a cédé la place à une vraie fraternité. Il faut entretenir ce trésor, le soigner, le travailler, le cultiver. C'est comme la mémoire, l'intelligence... Si on ne travaille pas cette volonté de vivre ensemble, de se connaître et d'écouter le voisin, j'ai peur que la Nouvelle-Calédonie ne sombre dans la voie de l'incompréhension et de la violence.

**Wallès Kotra :** Pour vous, ce qui est important, l'essentiel, c'est cette poignée de main avec Jean-Marie Tjibaou.

**Jacques Lafleur :** Cette poignée de main est aujourd'hui devenue un symbole à tel point que tout le monde reconnaît aujourd'hui que ce geste a été exemplaire. Voyez l'Afrique du Sud, sans la poignée de main entre Mandela et De Clercq, aucune solution n'aurait pu aboutir. Certes, tous les problèmes ne sont pas réglés mais l'apartheid a disparu. Des règles ont été établies et un droit de vivre pour chacun existe maintenant.

**Wallès Kotra :** Il faut signaler que le dénouement en Afrique du Sud est arrivé après les Accords de Matignon.

**Jacques Lafleur :** C'est exact. La Nouvelle-Calédonie, si petite soit-elle a servi d'exemple. Alors, quand je vois

aujourd'hui la composition multiraciale de l'équipe des Springbocks, quand je vois la joie de Mandela, je suis ému et je pense à la Nouvelle-Calédonie.

**Wallès Kotra :** Faut-il garder cela à l'esprit ?

**Jacques Lafleur :** Oui. C'est cela, la raison de mon engagement politique. Quand je fais le bilan, je sais que l'essentiel est là. L'essentiel, c'est le dialogue.

**Wallès Kotra :** Mais le processus actuel prévoit un référendum. Que faire si on ne va pas jusqu'au référendum ?

**Jacques Lafleur :** On ne peut pas recommencer ce que l'on a fait en 1998. A l'absence ou à la suppression du référendum, il faut opposer une perspective claire et des solutions durables. Je suis persuadé que l'ensemble de la population est en

« A l'absence ou à la suppression du référendum, il faut opposer une perspective claire et des solutions durables »

attente d'une proposition sérieuse et y sera favorable, exception faite évidemment des extrémistes. Pourquoi ? Parce que le référendum aura un résultat certain et irrémédiable : la division et le retour en arrière. La population le sent. Pour éviter cet écueil et ne pas ruiner tout ce que nous avons accompli depuis vingt ans, je propose, dans la logique des Accords de Matignon, de la solution consensuelle, de l'Accord de Nouméa, du pacte trentenaire, la mise en place d'un pacte cinquantenaire. Pendant ces cinquante ans, les gens s'engageront à fonctionner d'une façon parfaitement consensuelle ; ce qui n'exclut pas qu'il puisse y avoir des désaccords ponctuels.

**Wallès Kotra :** Quel est le contenu de ce pacte ?

**Jacques Lafleur :** Cela fait l'objet de mes réflexions actuelles. Je pense que les esprits sont maintenant prêts à entendre simplement, sans esprit polémique et politicien, que la

population dans sa grande majorité est un peu agacée par la tutelle trop pesante de la France. En effet, tous les pouvoirs « importants » sont du ressort de la France. Je choque peut-être certaines personnes par cette affirmation pourtant chacun sait que je ne suis pas indépendantiste et que je ne le serai jamais. Néanmoins, il faut reconnaître que ces pouvoirs sont exercés par des hommes sur lesquels aucun contrôle local n'est exercé et qui n'ont pas forcément la connaissance du contexte local et de ses spécificités. Je suis de plus effaré de voir la régression qui se produit depuis qu'Alain Christnacht a été haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie. Nous avons un préfet kanak qui avait des qualités immenses, malheureusement il est décédé et aucun Kanak n'a plus jamais été nommé préfet. Nous avons aussi un juge kanak. Je le connaissais bien, je l'aimais beaucoup et bien qu'il n'ait pas été de mon bord je le respectais. Il a eu un problème de santé et depuis aucun Kanak n'a accédé à cette fonction. Comment alors faire comprendre aux décideurs, aux responsables les complexités de ce pays et en particulier le monde kanak ? Peu de chance à mon sens.

**Wallès Kotra : A travers ces deux exemples, que voulez-vous dire ?**

**Jacques Lafleur :** Je crois qu'aujourd'hui, les gens sont prêts à discuter autour d'une table pour faire des choix. Si je propose une durée de 50 ans c'est parce que je pense qu'il est nécessaire d'avoir une période assez longue pour permettre une évolution positive. Je crois que par paliers de 10 ans, la Nouvelle-Calédonie peut progresser dans la prise en charge de certains pouvoirs qu'elle peut assumer seule. Pourquoi n'y aurait-il pas un préfet, un chef du territoire, un secrétaire général du territoire d'origine calédonienne ? Pour autant cela ne veut pas dire que la Nouvelle-Calédonie puisse être indépendante. Il ne faut pas me faire dire ce que je n'ai pas dit. Certains domaines lui sont inaccessibles, je pense par exemple à la défense. La Nouvelle-Calédonie n'aura jamais les moyens de sa défense. D'abord parce que les équipements sont très onéreux. Ensuite, dans ce domaine comme dans d'autres, la France est à la pointe du progrès technologique ce qui lui permet d'apporter son aide aux deux grands pays de la zone Pacifique que sont l'Australie et la Nouvelle-Zélande, dont les équipements militaires sont obsolètes. La Nouvelle-Calédonie représente l'excellence de la France dans le Pacifique. Parce qu'elle fait partie intégrante de la République, elle sera utile à ces pays là. Et nos relations avec ces deux puissances ne sont pas à négliger. Ce sont des pays stables qui ont de l'avenir. Leur poids démographique va s'amplifier et leur influence dans la zone Pacifique ira en grandissant. Au contraire, certains pensent

que le Pacifique sud sera plutôt sous domination asiatique, c'est la conviction d'un haut responsable asiatique sur lequel deux journalistes en Nouvelle-Calédonie écrivent un livre.

**Wallès Kotra : Il faut donc que la Nouvelle-Calédonie prenne conscience de cette donnée ?**

**Jacques Lafleur :** Oui, si la Nouvelle-Calédonie veut être capable de vivre correctement ces 50 prochaines années... mais cela implique l'émergence d'une véritable élite politique avec une vraie culture politique, internationale et non des gens simplement piochés ça et là



Wallès Kotra, directeur de France Ô

au gré d'une élection. Car cette élite devra être capable de donner une place à la Nouvelle-Calédonie au milieu de 25 millions d'anglo-saxons pour 600 000 francophones, Polynésie française comprise. Fatalement, il n'y aura pas de possibilités de partage et même si les relations sont amicales, les pays francophones devront avoir leur originalité. J'ai hésité longtemps avant de dire cela. Mais je crois que c'est comme cela que l'avenir pourra être paisible, sinon il sera conflictuel et il faut l'éviter.

**Wallès Kotra : Vous avez parlé tout à l'heure des transferts de compétence. Finalement, beaucoup de compétences ont déjà été transférées ?**

**Jacques Lafleur :** Je fais une différence entre le transfert de compétence et l'orientation politique. Parce que s'agissant des transferts de compétence, j'ai été effrayé de voir que tout le monde est tombé dans le piège. Les transferts de compétence ne sont pas dénués d'arrière-pensées. Machiavel dit que « gouverner, c'est faire croire ». Effectivement, quand on peut faire croire aux gens que la Nouvelle-Calédonie est capable d'assumer ces responsabilités, on est prêt à leur faire croire n'importe quoi.

**Wallès Kotra : Les responsables locaux croient-ils qu'ils exercent des compétences sans en avoir**

**les moyens financiers ?**

**Jacques Lafleur :** Oui, dur comme fer alors qu'ils font une erreur. Le point central des transferts, c'est le financement. Pour l'enseignement par exemple, il n'est pas à exclure que les financements diminuent, pour des raisons que l'on trouve facilement, et diminuer les financements, c'est diminuer la qualité de l'enseignement et diminuer la qualité de l'enseignement, c'est renoncer à fabriquer une élite. Or nous avons vu que la Nouvelle-Calédonie devait se fabriquer une élite.

**Wallès Kotra : Vous dites qu'il**

**faut une orientation politique, pouvez-vous préciser ?**

**Jacques Lafleur :** Je ne peux pas employer le mot parce que ce n'est pas tout à fait ce que je pense. Mais, d'une certaine façon, ceux qui sont attachés à la France et ceux qui sont moins attachés à la France ont besoin dans de nombreux domaines d'être plus émancipés.

**Wallès Kotra : C'est-à-dire affirmer une forme de souveraineté calédonienne ?**

**Jacques Lafleur :** On peut choisir plusieurs termes : autonomie, responsabilité, responsabilité associée... Ce n'est pas cela de mon point de vue, la décolonisation. Ou on décolonise ou on colonise. L'époque de la colonisation est finie. La France ne possède plus de colonies. Les termes Français et colonisés sont aujourd'hui antinomiques.

**Wallès Kotra : Est-ce qu'aujourd'hui, politiquement, une Nouvelle-Calédonie peut s'affirmer au sein de la République française ?**

**Jacques Lafleur :** Rien ne peut se faire brutalement. Rien ne peut se faire sans un programme discuté, une évolution concertée. Je crois que c'est la meilleure façon pour la Nouvelle-Calédonie de rester ancrée dans la France et dans l'Europe. Pour autant, la Nouvelle-Calédonie n'acceptera plus une infaillibilité déclarée des individus

en vertu de leur nomination par le gouvernement central. Certes, certains font preuve d'honnêteté et d'intégrité mais j'en connais aussi qui profitent de leur autorité pour fausser la donne. Cette idée a besoin d'être gravée dans le roc. Ainsi, les choses pourront progresser afin que dans 50 ans la Nouvelle-Calédonie ait acquis une totale émancipation dans la République française.

**Wallès Kotra : J'essaie de résumer votre point de vue. C'est la question des partenariats. Vous dites que dans ce monde du Pacifique avec l'Asie d'un côté et le monde anglo-saxon de l'autre, la Nouvelle-Calédonie doit s'affirmer d'abord et aussi affirmer ses relations avec la France et l'Europe.**

**Jacques Lafleur :** Tout à fait. La Nouvelle-Calédonie a un rôle privilégié, pas celui de petite île du Pacifique mais celui de petit porte-avion français à côté du monstre australien, ce qui lui donne une véritable raison politique d'exister. Et la Nouvelle-Calédonie a aussi des avantages qui la positionnent au niveau international.

« Quand on peut faire croire aux gens que la Nouvelle-Calédonie est capable d'assumer ces responsabilités, on est prêt à leur faire croire n'importe quoi »

**Wallès Kotra : Ce schéma est-il économiquement viable ?**

**Jacques Lafleur :** Vous savez, j'ai réfléchi à tout cela. Créer cette organisation a pour effet d'assurer une paix politique, une participation de tous et de se prémunir contre le racisme. Car je sens qu'en Nouvelle-Calédonie, nous ne sommes pas à l'abri de ce risque.

**Wallès Kotra : C'est une inquiétude pour vous, ce risque de racisme ?**

**Jacques Lafleur :** Vous savez, les bases sont encore vulnérables, alors un petit tremblement peut provoquer de gros dégâts. Si on ne sait pas réagir par exemple à une forte poussée du chômage ou si on ne sait pas prendre des décisions financières ou encore si on ne sait pas adapter les besoins aux ressources, qui peut alors dire ce qui se prépare ? Peut-être une catastrophe ?

**Wallès Kotra : Je reviens au schéma général. Est-ce que vous pensez que l'Etat et les responsables politiques nationaux peuvent partager ce point de vue ?**

**Jacques Lafleur :** Je pense qu'il y a des gens suffisamment intelligents pour comprendre. La

France vient de traverser une période de repentance. Les analyses sur le colonialisme vont toutes dans le même sens : on demande pardon. Moi, je refuse de demander pardon. Mais je me place en homme politique et j'essaie de comprendre que ce qui a eu lieu à une époque ne doit plus être l'avenir du monde. Il faut éviter cela. Il faut toujours relire le préambule de l'Accord de Nouméa qu'Alain Christnacht a écrit. Il a brillamment résumé quel était l'état d'esprit. Il faut s'en tenir à cela.

**Wallès Kotra : Et vous pensez que cette analyse peut être partagée au PS et à l'UMP ?**

**Jacques Lafleur :** Mais je crois que cela commence par la Calédonie. Si comme actuellement, les gens votent pour un Calédonien en fonction de l'élection d'un Métropolitain, c'est sûr que la Calédonie n'est pas encore mûre pour cela. Elle est seulement mûre pour vivre des rentes de situation.

**Wallès Kotra : Vous connaissez bien la situation politique en Nouvelle-Calédonie. On assiste actuelle-**

**« Si on ne travaille pas cette volonté de vivre ensemble et d'écouter le voisin, j'ai peur que la Nouvelle-Calédonie ne sombre dans la voie de l'incompréhension et de la violence »**

**ment à un véritable émiettement du jeu. Pourquoi ?**

**Jacques Lafleur :** Je porte peut-être une partie de la responsabilité de cet émiettement parce que pendant 20 ans, j'ai tenu tout cela dans ma main. Je n'ai jamais laissé les gens s'écarter de ce qui m'avait amené à faire tous les sacrifices pour préserver l'unité de la Nouvelle-Calédonie. Alors aujourd'hui d'un seul coup, ils s'entendent tous pour dire, il ne faut plus de Lafleur. Mais ils ne sont motivés que par leurs ambitions personnelles et ne s'occupent plus que de cela. Et attention, il n'y a pas 150 places...

**Wallès Kotra : Avec le recul, qu'est-ce vous diriez aux acteurs politiques actuels ?**

**Jacques Lafleur :** Je leur dirai tout simplement : « définissez l'essentiel et entendez vous sur l'essentiel et l'essentiel, ce n'est pas de tout cumuler ! ». L'essentiel, cela ne veut pas dire partagez-vous les dépouilles du pouvoir comme des chiens qui « bouffent » une part de cerf. J'ai un peu l'impression que c'est ce qu'ils font.

En fait, je crois que si la plupart des hommes acceptent d'apprendre, paradoxalement ils n'aiment pas les donneurs de leçons.

**Wallès Kotra : Comment sortir de là ? Pour les Accords de**

**Matignon, vous étiez avec Jean-Marie Tjibaou. Pour l'Accord de Nouméa, il y avait encore les partenaires historiques, le FLNKS, le RPCR et l'Etat. Cette fois, comment faire pour faire émerger votre proposition de pacte cinquantenaire ?**

**Jacques Lafleur :** Je réfléchis. Je regarde. Je constate. Je vois certaines personnes qui veulent absolument régner. Je vois des myriades de partis politiques qui se créent. Je me dis que nous sommes dans une période où les gens n'ont pas défini l'objectif à atteindre. Alors je leur dis qu'il faut procéder avec logique et commencer par savoir quels sont les problèmes qui se posent, qu'ils soient politiques, économiques ou sociaux puis les définir dans le dialogue ! Il y a d'ailleurs des questions intéressantes et passionnantes comme le développement industriel de la Calédonie. Ensuite, il faut analyser la Nouvelle-Calédonie avec ses spécificités culturelles et géographiques. Puis, il convient de se demander quelles seraient les mesures à prendre pour qu'il n'y ait pas de déséquilibres trop forts. Certes, il y aura toujours des distorsions car Nouméa sera toujours Nouméa et la Côte Est sera toujours la Côte Est. Mais il faut essayer de les corriger et créer le moins possible d'injustice ! Pour cela, il faut nécessairement que le pouvoir soit pyramidal et qu'à certains crans de la pyramide, il y ait des responsables qui connaissent bien les problèmes locaux. Alors, il sera possible de diagnostiquer ce qui ne va pas et qui nous laisse à l'état de colonie.

**Wallès Kotra : Il faut que ce soit l'Etat qui prenne l'initiative de rencontres au sommet sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ?**

**Jacques Lafleur :** Je ne crois pas. L'Etat ne prendra conscience que lorsque les Calédoniens auront pris conscience eux-mêmes. Pas avant.

**Wallès Kotra : Vous appelez les responsables politiques calédoniens à prendre une initiative après les élections provinciales ?**

**Jacques Lafleur :** Pas les responsables politiques parce qu'ils ont prouvé qu'ils ne sont pas capables.

**Wallès Kotra : Mais qui alors ?**

**Jacques Lafleur :** La population. Par la mise en avant de certaines personnes.

**Wallès Kotra : Vous comptez sur la société civile ?**

**Jacques Lafleur :** C'est elle qui a les cartes en main. C'est le bon côté de la démocratie car c'est elle qui fait des choix. Ce qui m'inquiète, c'est qu'elle vit quasiment au jour le jour et qu'elle ne sait pas qu'elle doit choisir et que c'est à ce point important. Elle n'a pas encore saisi les enjeux.

Afin qu'il n'y ait pas d'ambiguïté possible sur ma vision pour l'avenir je souhaiterais vous citer un passage d'un ouvrage que j'ai écrit en 2002, **Ce que je crois**, « Demain la Nouvelle-Calédonie aura le choix de s'inscrire :

-soit dans la nation,

-soit dans un « peuple » composé d'une mosaïque d'ethnies dont aucune ne pourra, jamais, prendre le pas sur les autres.

Dans ce monde étroit, les femmes et les hommes n'ont ni les mêmes règles de vie, ni les mêmes coutumes, ni les mêmes buts. Ils seront donc dirigés, et plutôt même dominés, par des groupes d'hommes organisés pour se partager le pouvoir. Ce serait cela notre « peuple », un peuple sans véritable histoire. La France, au contraire, est une nation. Les hommes et les femmes qui la composent sont unis par des affinités fortes : la langue, le mode de vie, un passé, une civilisation commune, des traditions, une histoire partagée et ce désir de vivre ensemble. La France c'est une immense culture, une histoire de 2000 ans, un rayonnement intellectuel, spirituel, scientifique, économique, au travers des siècles

et des continents. La France c'est enfin une grande démocratie, un Etat de droit régi par des valeurs républicaines, une organisation de la société reconnue, respectée, à laquelle la population adhère totalement. La Nouvelle-Calédonie fait aujourd'hui partie intégrante de cette nation. Son histoire est aussi la nôtre, au-delà de nos différences. Et que peut représenter un « peuple » comme le nôtre face à une nation ? S'exclure complètement de notre Nation, c'est se priver du ciment qui unit les communautés entre elles, c'est la certitude de courir à l'échec à l'exemple de certains Etats insulaires de la région ou d'autres, sur d'autres continents, pénalisés justement parce qu'orphelins d'une nation. C'est bien au sein de la nation française que le processus d'émancipation de la Nouvelle-Calédonie peut s'épanouir pour aboutir à sa très large autonomie. » ■

**Nous avons sollicité Wallès Kotra pour qu'en quelques mots, il nous explique les raisons de sa démarche et ce qu'il a retiré de ses rencontres avec Jacques Lafleur.**

**Demain : Dans quelles conditions s'est déroulé cet entretien ?**

**Wallès Kotra :** C'est tout simple. Au moment des 20 ans des Accords de Matignon cette année, j'ai ressenti le besoin de rencontrer Jacques Lafleur. Ce n'était ni pour une émission ni même pour une publication. Simplement comme cela, pour discuter « de tout et de rien ». Une curiosité journalistique mais aussi une manière de saluer l'homme. Finalement, ce qui devait être une simple conversation s'est prolongée en plusieurs entretiens.



**Demain : Qu'avez-vous appris de Jacques Lafleur que vous ne connaissiez déjà ?**

**Wallès Kotra :** Pour l'avoir suivi pendant plus de deux décennies, je connaissais un peu le politique, celui du Rassemblement puis des accords et enfin du gouvernement collégial. Mais je dois avouer que, par rapport à Jean-Marie Tjibaou ou même Yeiwene Yeiwene, je connaissais très peu l'homme. C'est donc cette dimension personnelle et affective de Jacques Lafleur que j'ai découverte. Il m'a également éclairé sur certains points d'histoire de la Nouvelle-Calédonie.

**Demain : Il fait des propositions pour l'avenir, vous ont-elles surpris ?**

**Wallès Kotra :** La politique, c'est souvent d'abord une affaire de mots. Et ce qui m'a le plus surpris dans ses propositions, ce sont d'abord ses mots. Il y a chez lui aujourd'hui une sorte d'émancipation sémantique. Moins politicien mais plus politique. Sa parole semble s'être libérée pour essayer de tracer plus précisément les contours d'un possible destin commun. Il y a quelques années, ces propos auraient choqué certains. Aujourd'hui, ils ouvrent le débat.

**Demain : Cet entretien devrait faire l'objet d'un livre, pouvez-vous nous en dire plus ?**

**Wallès Kotra :** Au départ, il n'y avait pas de projet de livre. Mais il faut dire que nos conversations parisiennes nous ont égarés. Nous avons vite quitté la politique pour parler de la mine, de la mort, de Sartre, du Pacifique, de la France... Les figures de notre histoire ont défilé comme Pentecost, Kauma, Pidjot, Chatenay ainsi les femmes et les hommes qui ont partagé sa route. Et puis, il y a Jean-Marie Tjibaou qui d'une certaine manière hantait nos entretiens. En réalité, je me suis aperçu que son histoire est aussi la mienne, la nôtre. Il était donc utile de la partager, notamment avec les jeunes générations de notre pays. ■